



engagement constant et absolu à reprendre le chemin de la réconciliation et la paix, conformément aux accords signés à l'issue du Forum.

Alors que le pays s'apprête à voter dans un referendum constitutionnel et des élections nationales, tous les acteurs politiques ainsi que la population doivent être convaincus que ces échéances puissent se dérouler de manière libres, inclusives et dans un climat de sécurité. Toutes ces conditions sont *sine qua none* pour la crédibilité et la légitimité du processus, afin que l'Etat sous toutes ses formes puisse faire valoir son autorité auprès du peuple.

A cet égard, la Configuration République Centrafricaine de la Commission de la Consolidation de la Paix lance un appel solennel à tous les acteurs politiques centrafricains afin qu'ils respectent la Charte de Transition. En effet, le pays se doit de saisir cette opportunité pour aller de l'avant et trouver des solutions à tous ses maux. Il est temps de laisser de côté les différences qui déchirent le tissu social et construire l'avenir sur une base inclusive et démocratique.

Configuration, compte tenu de leur intérêt pour cette question. A ce jour, il manque près de 10 millions de dollars pour boucler le budget pour les élections. Nous espérons que de nouvelles annonces pourront être faites dans les prochains jours, afin de s'assurer que les élections puissent se tenir dans les conditions de transparence, d'inclusivité et de sécurité requises.

Comme nous l'avons entendu précédemment, le rétablissement de la chaîne pénale et la mise en place de la Cour Pénale Spéciale demeurent une des priorités du pays. En effet, la problématique de l'impunité est revenue dans pratiquement tous les entretiens du Président de la Configuration avec les représentants de la société civile. Dans ce sens, et suite à la participation du Président de la Configuration à une rencontre, aux côtés du Ministre de la Justice, organisée par la Mission Permanente de la RCA, le 27 mai dernier, il a été décidé de créer un groupe de référence sur l'Etat de droit et la Cour Pénale Spéciale en RCA. Ce groupe, qui se veut une structure souple et informelle, a pour but d'informer toutes les délégations intéressées sur les avancées en matière de renforcement de l'Etat de droit ainsi que sur les préparatifs pour la mise en place de la Cour Pénale Spéciale.

Pour conclure, nous saisissons cette occasion pour saluer la tenue de la réunion du Groupe de contact international le 27 juillet dernier à Addis Abeba ainsi que les conclusions issues de cette rencontre, notamment le vote des réfugiés et le respect de la clause de non-éligibilité.

Enfin, nous voudrions rendre hommage aux pays et aux dirigeants de la région pour leur engagement et leur soutien, en particulier à SEM Denis Sassou Nguesso, médiateur international de la crise centrafricaine, mais également au Gabon, à la RDC, au Tchad qui accueillent plus de 400 mil réfugiés centrafricains. La mobilisation de l'ECCAS a été aussi déterminante pour assurer l'engagement continu de la région, dont le rôle est fondamental, pour venir au soutien de la RCA. C'est également un devoir que de rendre hommage aux efforts inlassables du Général Gaye et de son équipe, qui œuvrent sans relâche pour le retour de la paix et de la stabilité en RCA.

Enfin, je voudrais réitérer l'entière disponibilité de la Configuration à continuer à travailler en étroite collaboration avec la MINUSCA, les différentes composantes du Secrétariat, les autorités de transition ainsi que tous les partenaires nationaux et internationaux de la RCA en vue de remettre le pays sur le chemin de la paix et de la stabilité, au bénéfice de l'ensemble des centrafricains.